

ENERGIE EN ACTIONS

EDF-Carré Vert

43-45 rue Kléber 92300 Levallois-Perret

Synthèse de la position d'Energie en Actions sur les questions du nucléaire Septembre 2013

Energie en actions, association d'actionnaires salariés et anciens salariés d'EDF, tient tout d'abord à rappeler sa position sur la « La place du nucléaire dans la politique énergétique » publiée début 2012 qui reste d'actualité.

Suite à l'actualité de ces derniers mois, et en lien avec l'interview du PDG d'EDF publiée fin juillet 2013 dans le quotidien Le Monde, Energie en actions tient à souligner :

Concernant Fessenheim :

1- Energie en Actions s'oppose à la fermeture arbitraire de la centrale nucléaire de Fessenheim, liée à des considérations exclusivement politiques. L'association estime que la fermeture du site doit être décidée à partir de critères objectifs, essentiellement des critères de sûreté et des critères économiques. Elle estime anormal, au regard des objectifs environnementaux, d'arrêter une centrale nucléaire qui produit une énergie décarbonée. De même, elle estime anormal d'arrêter une centrale qui produit une électricité à un prix compétitif.

2- Energie en Actions affirme que l'objectif de 50% de production nucléaire en France peut être atteint en faisant évoluer normalement le parc nucléaire, sans fermetures anticipées. L'association estime que le maintien d'une industrie nucléaire au meilleur niveau mondial suppose de poursuivre normalement l'exploitation du parc actuel.

3- Energie en Actions réclame un dédommagement pour EDF en cas de fermeture de Fessenheim.

Concernant le développement international :

4- Energie en Actions pense que le développement de nouvelles centrales nucléaires doit être rentable et qu'il est indispensable qu'EDF puisse bénéficier de garanties et d'une juste rémunération des risques associés à la construction d'une première centrale de nouvelle génération en Angleterre. L'association demande qu'EDF trouve des partenaires pour partager les risques.

Concernant le compteur intelligent LINKY :

5- Le déploiement du compteur intelligent LINKY est une opération très coûteuse et longue et les risques de cette opération sont significatifs. Energie en Actions appelle donc à une prise en charge des risques liés à ce déploiement par le TURPE. L'association demande également que les gains de productivité éventuels des autres opérateurs soient récupérés. Par ailleurs, en cas de perte de concessions par ERDF, il convient de prévoir une indemnisation des sommes engagées par ERDF.

Henri Proglio : "La France gardera l'électricité la moins chère d'Europe"

Le Monde | 30.07.2013



Si certains à gauche continuent de réclamer sa tête, Henri Proglio refuse de courber l'échine, fort de ses succès à la tête d'EDF, comme l'attestent les résultats semestriels du groupe, publiés mardi 30 juillet. La fermeture de Fessenheim ? Une décision "*politique*", estime le PDG d'EDF, qui compte réclamer des indemnités. La hausse des tarifs de l'électricité ? EDF aurait pu les augmenter encore plus, relativise M. Proglio, qui assure que la question du renouvellement de son mandat en 2014 ne se pose pas... "*pour le moment*".

Avez-vous commencé à préparer le dossier de fermeture de Fessenheim ?

Oui. Mes équipes ont commencé à travailler avec Francis Rol-Tanguy, le délégué interministériel à la fermeture et à la reconversion du site, qui a été désigné par le gouvernement pour cette mission.

En décembre 2012, M. Rol-Tanguy a pourtant été empêché par les syndicats d'EDF de pénétrer sur le site...

Imaginez qu'il y ait un délégué à la fermeture du site Peugeot-Citroën d'Aulnay et qu'il vienne, avec tambours et trompettes, à la rencontre des gens dont il va supprimer le poste et l'outil de production. Croyez-vous qu'il serait le bienvenu ? C'est ce qui s'est passé. Depuis, M. Rol-Tanguy est retourné à Fessenheim, sans médias, et il y a été normalement accueilli.

Compte-tenu des délais de constitution et d'instruction du dossier, la centrale sera-t-elle à l'arrêt définitif fin 2016, comme l'affirme François Hollande ?

Mon sujet, c'est, tant que la centrale de Fessenheim est en fonctionnement, d'assurer à la fois la production d'électricité et la sûreté. Nous y avons fait des investissements, l'outil industriel a été

modernisé, et c'est pourquoi nous avons obtenu l'autorisation de prolonger l'activité des deux réacteurs. Pour le reste, la fermeture n'est pas une décision industrielle, mais politique. Il est très vraisemblable qu'une loi prévoira la fermeture de Fessenheim, elle sera respectée. Je n'ai rien à ajouter.

Demanderez-vous des dédommagements, et de quel montant ? Le chiffre de 8 milliards d'euros a été avancé...

Des indemnités, oui. Je suis là pour servir EDF, et pour défendre les intérêts de ses clients et de ses actionnaires. De quel montant ? C'est à discuter. Je n'ai pas commencé cette discussion, les chiffres que l'on peut lire ici ou là n'ont donc aucun fondement.

Les tarifs de l'électricité pour les particuliers vont augmenter de 5% jeudi, puis 5% en 2014 et sans doute encore 5% en 2015. Êtes-vous satisfait ?

C'est le résultat d'une discussion avec les pouvoirs publics. Il fallait trouver une solution qui garantisse l'équilibre économique de cette maison, tout en étant acceptable par les clients. L'autorité de régulation réclamait une hausse de 17% pour rattraper les augmentations qui n'avaient pas eu lieu. J'ai plaidé pour un mouvement plus modéré et étalé sur plusieurs années. Cela nous permet de planifier nos investissements, et aux clients de savoir où ils vont. Ensemble, EDF et le gouvernement ont apporté une réponse qui me paraît ambitieusement raisonnable.

15% en trois ans, c'est tout de même beaucoup !

Bien-sûr, c'est difficile à expliquer aux gens. Mais vous verrez qu'ailleurs en Europe, les hausses seront bien supérieures. L'Allemagne a déjà relevé ses tarifs de 12% au 1er janvier, et il y aura d'autres hausses. Le mouvement sera le même en Grande-Bretagne.

La France se croyait à l'abri, grâce au nucléaire...

C'est un atout, mais pour le pérenniser, il faut moderniser en permanence notre outil industriel. Donc beaucoup investir. Cela coûte cher. Mais au final, la France gardera l'électricité la moins chère d'Europe. Aujourd'hui, nos prix sont inférieurs de 35% à la moyenne européenne. Avec l'Allemagne, l'écart est de un à deux.

Lire à ce propos : "La France a-t-elle vraiment l'électricité la moins chère en Europe ?"

A Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), l'usine d'aluminium était menacée par une hausse des tarifs. Vous allez finalement fournir l'électricité à un prix préférentiel en échange de 35% du capital. Un exemple à suivre ?

Cette usine bénéficiait de prix exceptionnels. Compte-tenu de la réglementation européenne, nous n'avons pas le droit de renouveler ce contrat. EDF est une entreprise normale, qui n'a pas vocation à entrer au capital de ses clients. Mais on n'est pas totalement insensibles ni anti-patriotes. Quand il le faut, on peut se creuser les méninges pour garder de grands clients industriels sur le sol national. Cela ne veut pas dire qu'on fera ça partout.

Est-ce qu'EDF n'aurait pas pu réduire son train de vie, donner des montants moins hors norme au comité d'entreprise, pour limiter l'envolée des tarifs ?

Nous sommes déjà en train de réduire nos coûts. Un programme portant sur 1 milliard d'euros est en cours, 360 millions ont déjà été économisés au premier semestre. Quant au comité d'entreprise, il relève d'une loi de 1946. Si vous voulez changer la loi, adressez-vous aux parlementaires. Le comité d'entreprise, ce n'est pas moi !

Le gouvernement vient d'annoncer le déploiement de Linky, un compteur intelligent. Combien cela va-t-il coûter aux clients ?

Rien ! EDF va tout prendre en charge.

Quel sera le coût pour EDF ?

Sans doute entre 5 et 6 milliards d'euros. C'est l'ordre de grandeur pour mettre en place 35 millions de compteurs en sept ou huit ans. Cet investissement devrait être couvert par les économies que Linky nous permettra : il n'y aura plus besoin d'aller relever les compteurs sur place, la fraude devrait baisser de façon significative, de même que les litiges nés de l'estimation de la consommation. En outre, avec la deuxième génération de compteurs, nous pourrions vendre aux clients qui le souhaitent des services comme la gestion à distance du chauffage, des appareils ménagers, etc.

Où en est votre projet de centrale nucléaire au Royaume-Uni ?

L'Etat britannique nous a proposé de garantir 65% de la dette liée à ce projet. Mais la négociation, qui porte notamment sur le prix d'achat de l'électricité produite pendant 35 ans, n'est pas achevée. Nous pensons décider de lancer ou non ce projet d'ici à la fin de l'année, sans qu'il y ait de date-butoir.

Votre mandat se termine l'an prochain. Êtes-vous candidat pour un autre ?

J'ai une mission, je l'accomplis, et la question de la suite ne se pose pas pour le moment.

Selon *Le Point*, des banquiers de votre épouse, la comédienne Rachida Khalil, ont été intrigués par des mouvements suspects sur ses comptes. Elle a notamment reçu 20 000 euros d'une entreprise de conseil qui travaille pour EDF. Qu'en est-il ?

EDF n'a rien à voir avec cela. C'est une manipulation. Mais il en faut davantage pour me déstabiliser. "*Caramba, encore raté !*", comme on dit dans Tintin...